

DES RUMEURS SUR L'ARRIVÉE DE MATÉRIAUX DE FRACTURATION HYDRAULIQUE SÈMENT LE TROUBLE

In Salah se remobilise

En campement symbolique à la place de la Résistance, dite «Somoud», les citoyens d'In Salah ont improvisé une marche dans la nuit de mardi à mercredi, après des rumeurs faisant état de l'arrivée dans la région de matériaux de fracturation hydraulique.

In Salah se remobilise contre l'exploration du gaz non-conventionnel. Des rumeurs selon lesquelles des matériaux destinés à la fracturation hydraulique seraient arrivés au puits d'Ahnet, à environ 170 km de la ville, ont semé à nouveau le trouble.

Des sources locales parlent carrément d'un énorme convoi de la société américaine Halliburton transportant des produits chimiques.

La population qui, depuis deux semaines, se limite à un campement symbolique à la place de la Résistance, dite «Somoud», a improvisé une marche dans la nuit

de mardi à mercredi. Des banderoles hostiles à l'exploration du gaz de schiste ont été portées et des slogans dénonçant «l'extermination de la population locale», ont été scandés, selon toujours les mêmes sources.

Hier, dans la journée, les citoyens d'In Salah ont été nombreux à investir la rue pour tenir un grand rassemblement devant le siège de la daïra. Le comité des représentants de la société civile s'est aussi réuni pour décider des mesures et actions à entreprendre. «La population qui avait décidé de se contenter d'une présence symbo-



Les citoyens de In Salah réinvestissent la rue.

lique sur le terrain, va encore une fois occuper la rue massivement.

Les matériaux et les produits chimiques que transportait ce convoi

américain renseignent sur la détermination de l'Etat à exploiter cette ressource non-conventionnelle, et ce, au mépris des inquiétudes des habitants de la région», indiquent nos sources.

Par ailleurs, il est à signaler que depuis quelques jours, les campeurs de la place de la Résistance renoncent à leurs tentes pour construire des abris faits de palmes, en prévision de la chaleur qui s'installe en cette saison, au sud du pays.

Avec le convoi de produits chimiques interceptés, il est évident que les abris de palmes se multiplieront pour un plus grand campement.

Hier, en fin d'après-midi, le comité des représentants de la société civile restait injoignable. Il était toujours en réunion.

Mehdi Mehenni

APRÈS HADDAD, OULD ABBÈS EST CATÉGORIQUE :

«L'héritage du pouvoir est un piège que nous n'acceptons pas»

Au patron du FCE qui dément tout projet de création de parti politique devant «assurer» la succession du frère conseiller du président à son aîné au Palais d'El Mouradia, se greffe le cinglant refus de Djamel Ould-Abbès de tout projet de succession du pouvoir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ça chauffe en haut-lieu tant la problématique de la succession ne s'est jamais posée avec acuité comme c'est le cas présentement. Car il s'agit d'assurer une transition sereine sans trop de dégâts collatéraux. Avec, cette fois-ci, le souci de ne pas donner l'impression d'avoir cédé devant cette opposition qui semble ne pas vouloir se faire «chipier» et «travestir» son mot d'ordre

d'une transition démocratique pacifique et négociée.

Mais pas que cette «préoccupation», car il est senti cette fois-ci, l'«odeur» d'une succession par «simple filiation familiale» avec la prétention prêtée au cadet des frères du président de succéder à son aîné. Une «velléité» qui semble buter de plus en plus sur des oppositions. D'où cette guerre entre les divers segments du sérail dont les «répliques» se font sentir via les sorties de leurs relais.

C'est dans ce cadre qu'il faudra cataloguer les toutes dernières sorties de Ali Haddad et de Djamel Ould-Abbès. Le patron des patrons n'a-t-il pas démenti formellement la prétention qui lui est prêtée de mettre sur pied un parti politique pour porter politiquement ce projet de succession tranquille loin des regards malveillants, lui qui s'est lourdement impliqué dans les campagnes présidentielles de 2004 et 2009

et beaucoup plus substantiellement à l'occasion du 4^e mandat. «Je ne fais pas de politique. Nous laissons cela aux politiciens», a-t-il affirmé avant-hier mardi lors d'un point de presse.

Quelques heures après, c'est un autre démenti de la même veine qui sera apporté et par un autre membre du cercle présidentiel.

L'ancien ministre de la Solidarité nationale puis de la Santé et actuel sénateur du tiers présidentiel, a poussé un peu plus loin le bouchon.

Djamel Ould-Abbès évacue, en effet, toute idée «d'héritage familial» du pouvoir. «Beaucoup de choses ont été prêtées au frère du président qui est très proche de lui et a beaucoup enduré après sa maladie. Moi je me fie au décret présidentiel. Il est le conseiller du président et accomplit ses missions comme telles, c'est tout», affirmait-il, avant-hier mardi dans une émission politique d'El Bilad TV. Et de se lâcher : «la perspective d'héritage du

pouvoir n'est pas à l'ordre du jour. C'est un piège que nous n'acceptons pas. Après 2019, ce que Dieu voudra interviendra».

Venant d'un proche parmi les plus proches du président de la République, ce propos ne peut signifier autre chose qu'un renoncement du clan de Bouteflika à cette perspective d'héritage. Cela si, bien entendu, cette dernière était dans son agenda. Un renoncement loin d'être «anodin» car constituant le résultat de l'absence d'un «consensus» avec les autres «intervenants» qui ont leur «mot» dans le choix du successeur à l'actuel locataire du Palais d'El Mouradia.

Cela dit, et à supposer que les professions de foi de Haddad et de Ould-Abbès ne souffrent d'aucune suspicion, quelle sera, alors l'«alternative» pour le sérail qui fait face à bien «d'ambitions» ?

M. K.

AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Le procès reporté

C'est sans grande surprise, que le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, M. Tayeb Hellali, a tranché la question du déroulement du procès de l'autoroute Est-Ouest ou de son report. Après une vingtaine de minutes de délibérations, il rend son verdict : «Le procès est reporté à la prochaine session.» A sa grande joie, la défense remporte la première partie du procès.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est en début d'après-midi, soit à treize heures passées de quelques minutes, que la décision du report du procès a été prise par le président du tribunal criminel.

La décision prise par le magistrat Hellali était une suite logique de la stratégie mise en place par la trentaine d'avocats constitués dans cette affaire. En effet, les Bourayou et consorts avaient plaidé le renvoi de l'affaire dès le début de l'audience.

Le report du procès est motivé par l'absence à l'audience de l'avocat du principal prévenu dans ce dossier, Medjdoub Chani. Ce dernier a déclaré au président du tribunal, qui l'interrogeait sur l'absence de son défenseur M^e Bourdon, que celui-ci n'avait pas «pu obtenir un visa d'entrée en Algérie».

Medjdoub Chani a ensuite refusé que le tribunal lui désigne un avocat commis d'office. Suffisant, selon les avocats des 23 prévenus, pour que le procès soit renvoyé devant la prochaine session criminelle du tribunal criminel d'Alger. Le procès en lui-même a connu des moments très forts, notamment lors de la bataille de procédures engagées tantôt entre les avocats de la défense et la partie civile, tantôt entre la défense et le président du tribunal criminel.

La «rivalité» entre les différentes parties concernées par cette affaire a commencé après le refus de la défense de la constitution d'un agent judiciaire du Trésor public comme partie civile. Une constitution que la défense a qualifiée de «honte pour la justice de notre pays». Ainsi, l'audience a été émaillée dès le début du procès par

bataille procédurière sur la validité ou non de la participation à ce procès du Trésor public, en tant que partie civile. Chacune des parties a tenté de faire valoir ses arguments.

Face à ce cafouillage, le président du tribunal criminel qui suivait de près les dires des uns et des autres suspend la séance pendant une quarantaine de minutes pour que le tribunal criminel puisse statuer sur la demande de la défense de récuser le Trésor public comme partie civile dans cette affaire.

Après délibérations, le président du tribunal a estimé que cette demande est «prématurée» dans la conduite du procès, et «doit être présentée au début de l'action civile, qui commence à la fin de l'action publique».

Par ailleurs, il est à noter que le procureur a expliqué pour sa part que le «représentant judiciaire du Trésor peut se constituer comme partie civile, et que c'est le tribunal criminel qui prendra la décision».

Les arguments de la défense s'appuient notamment sur le fait que «le représentant du Trésor public n'a pas présenté un mémoire ou un rapport pour se constituer partie civile comme l'exige la loi». «Si les minis-



Le palais de justice a connu des moments houleux.

tères des Transports et des Travaux publics ne se sont pas constitués comme partie civile, le représentant du Trésor public ne peut pas les remplacer», a lâché l'avocat Khaled Bourayou défendant l'ex-secrétaire général du ministère des Travaux publics.

L'avocat du consortium chinois Citic-CRCC refuse aussi la constitution du représentant du Trésor public comme partie civile. Cela dit, dans cette affaire, seize personnes et sept entreprises étrangères (en tant que personnes morales) sont accusées

de plusieurs chefs d'inculpation à savoir «corruption, blanchiment d'argent, dilapidation de deniers publics».

Dans le box des accusés, il y avait 16 personnes dont deux sont en fuite et quatre en détention, ainsi que sept entreprises étrangères (en tant que personnes morales): Citic-CRCC (Chine), Cojaal (Japon), SM Inc (Canada), Isolux Corsan (Espagne), Pizarotti (Italie), Garanventas (Suisse) et Coba (Portugal), qui devaient répondre de ces chefs d'inculpation.

A. B.